

Antoine Kaburahe : "Je sortirais la tête haute de cette histoire complètement folle"

RFI, 26-11-2015 Le Burundi demande à la Belgique d'extrader le directeur d'Iwacu Au Burundi, le procureur général de la République a demandé au ministre de la Justice belge d'extrader Antoine Kaburahe, le directeur du groupe de presse privé encore en activité dans le pays. Le directeur d'Iwacu se trouve actuellement en Belgique dans le cadre de recherches universitaires. Il affirme ne pas avoir fui le Burundi.

Il y a 10 jours, le 16 novembre, Antoine Kaburahe a été entendu dans le cadre d'une enquête sur le déroulement du coup d'État manqué de mai dernier. Aucune interdiction de sortir du territoire ne lui avait été signalée et c'est seulement par cette demande d'extradition. « Certains pensent que c'est une manière de faire pression sur Iwacu mais je ne vais pas faire un procès aux autorités de mon pays. Je vais malgré tout continuer à croire qu'Iwacu n'est pas visé. Et que je sortirais la tête haute de cette histoire complètement folle » Dernier groupe de presse privé encore en activité dans le pays, Iwacu a bénéficié du soutien de l'association Reporter sans frontières. La responsable du bureau Afrique de RSF, Clémence Kahn Striber, dénonce un « nouveau coup porté à la liberté de la presse au Burundi ainsi qu'une escalade dans la logique répressive du pouvoir ». « Que ce dernier bastion du journalisme indépendant au Burundi soit aujourd'hui inquiété à travers la personne de son directeur, c'est un message que les autorités burundaises ne veulent tolérer aucune forme de journalisme indépendant sur leurs terres »